L'expansion insensée des plantations industrielles de palmiers à huile en Papouasie et la lutte de résistance de Kampung Bariat

Un soir d'octobre 2023, dans le kabupaten de Sorong, dans la province de Papouasie occidentale, des dizaines de femmes de Kampung Bariat, un village du district de Kondo, se sont réunies au centre de leur communauté. Elles se sont rassemblées pour un exercice qui consistait à partager et à répertorier les différentes utilisations qu'elles font de la forêt et les relations qu'elles entretiennent avec elle ; ce sont des éléments essentiels pour leurs tâches de soins qui consistent à nourrir et à assurer la santé et le bien-être de leurs familles et de leur communauté. Éclairées par quelques ampoules seulement, elles ont écrit et partagé leurs connaissances traditionnelles sur les lieux particulièrement importants entourant leur communauté, par exemple les endroits où l'on peut trouver du bon sagou, un aliment de base de la communauté, les endroits où l'on peut cultiver certaines plantes, les endroits où l'on peut collecter certaines herbes, racines et feuilles médicinales, les lieux sacrés, etc. C'était un exercice joyeux, qui a mis en évidence un lien profond et fort entre les femmes et leur territoire.

Mais la raison pour laquelle elles ont réalisé cet exercice n'était pas joyeuse du tout. En 2014, le gouvernement indonésien de Jakarta a décidé d'accorder une concession de 37 000 hectares dans le Sorong du Sud à PT Anugerah Sakti Internusa, une filiale du groupe Indonusa Agromulia (1). Les permis délivrés ultérieurement par les autorités de Papouasie ont autorisé la société à commencer à détruire 14 467 hectares dans cette zone de concession – à l'époque constituée à 96 % de forêts intactes – et à planter des millions de palmiers à huile (2). L'avenir du village de Kampung Bariat est menacé car la concession empiète sur son territoire. La communauté n'a pas été informée, et encore moins invitée à donner son avis ou son consentement sur la concession.

En cette nuit d'octobre, les femmes de Kampung Bariat ont également parlé de la société. En colère contre la situation, elles disent : « Nous devons empêcher l'arrivée des palmiers à huile ! » et « Nous sommes capables de prendre soin de nos terres ! ». Les quelque 300 femmes et hommes de Kampung Bariat prennent soin de leur territoire depuis des générations, depuis que dix clans familiaux se sont rassemblés et installés dans cette région. Ils s'identifient comme des Tehit, un groupe autochtone appartenant au peuple Afsya.

L'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Papouasie et en Indonésie

Selon les chiffres officiels, l'Indonésie compte environ 16 millions d'hectares de plantations industrielles de palmiers à huile, soit à peu près la moitié de la superficie totale de palmiers à huile dans le monde. Toutefois, Sawit Watch, une ONG indonésienne qui surveille le secteur de l'huile de palme, estime que la superficie totale des plantations de palmiers à huile en Indonésie est plus proche de 25 millions d'hectares (3) et prévoit des millions d'hectares supplémentaires à l'avenir. En 2023, la superficie des plantations industrielles de palmiers à huile a augmenté de 116 000 hectares en Indonésie, soit une hausse de 54 % par rapport à 2022 (4).

Avec les îles de Kalimantan, le Sulawesi et certaines parties de Java, la Papouasie est appelée à devenir la nouvelle frontière de l'expansion massive des palmiers à huile en Indonésie et dans le monde. Cela est dû à l'étendue de son territoire et aux conditions que le gouvernement indonésien offre aux sociétés et aux investisseurs dans le pays. Ces conditions sont devenues de plus en plus favorables, en partie grâce à la « loi omnibus » (5). La Papouasie est la cible de nombreux autres mégaprojets miniers, de plantations de canne à sucre, de projets agricoles à grande échelle dits « Food Estate », et du projet hydroélectrique Mamberano, engagé depuis longtemps, qui, tous, auraient des effets dévastateurs. Ce n'est pas une coïncidence si la Papouasie, avec ses vastes « ressources naturelles », a été le dernier territoire sur lequel les colons néerlandais ont tenté de garder le contrôle, mais qu'ils ont dû abandonner sous la pression internationale (6).

La justification juridique utilisée par le gouvernement central de Jakarta pour céder des terres forestières à des sociétés de plantations de palmiers à huile et d'autres sociétés extractives en Papouasie est basée sur une décision du ministère de l'Agriculture prise sous le régime Suharto (n° 820/1982). Cette décision déclarait que les quelque 41 millions d'hectares de forêts de Papouasie étaient des « forêts d'État », ce qui privait ainsi les peuples autochtones de leur pouvoir de gestion et de décision sur les territoires qu'ils occupent traditionnellement et dont ils dépendent.

Une expansion insensée

Le gouvernement néerlandais de l'époque et le gouvernement indonésien qui lui a succédé ont tous deux affirmé être les « propriétaires » de la Papouasie, ignorant totalement la présence de communautés autochtones sur ce territoire. Ils ont agi comme s'il s'agissait d'une terre vide, inutilisée, sur laquelle les intérêts capitalistes pouvaient mener leurs activités d'extraction et dont ils pouvaient tirer profit. Cependant, une enquête de Pusaka a révélé la présence d'au moins 10 472 villages en Papouasie, principalement habités par des peuples autochtones ; le rapport ajoute que toutes ces communautés dépendent d'un territoire plus vaste qu'elles gèrent, conformément à leurs pratiques, coutumes, croyances, etc. (7). La plus grande zone en concession pour le développement du palmier à huile est le projet dit Tanah Merah dans le kabupaten de Boven Digoel, dans la province de Papouasie du Sud. Sept sociétés contrôlent cette zone, d'une superficie totale de 280 000 hectares. Ce projet empiète sur le territoire où réside le peuple Awyu et dont il dépend (8).

Les 29 millions d'hectares que couvrent les plantations industrielles de palmiers à huile dans le monde n'étaient pas non plus « vides » lorsqu'ils ont été occupés par cette activité, bien au contraire (9). Il existe une multitude de récits bien documentés de la part des communautés dont les terres ont été accaparées par les sociétés d'huile de palme. Ces récits – des témoignages des violences qu'elles ont subies, des abus auxquels les femmes ont été confrontées, de la destruction et de la contamination de la terre et de l'eau – sont étonnamment similaires. C'est pourquoi un nouveau cycle d'expansion à grande échelle des plantations de palmiers à huile en Papouasie est une idée insensée.

Ces récits et expériences vécues en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande, en Colombie, au Nigeria, au Guatemala, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Côte d'Ivoire, au Honduras, au Brésil, en Équateur, au Cameroun et dans bien d'autres pays ont en commun les éléments suivants :

- Les territoires des communautés autochtones et noires sont les plus souvent ciblés, au mépris de leurs droits territoriaux et de leurs moyens de subsistance. En Papouasie, par exemple, l'expansion des plantations de palmiers à huile a toujours provoqué des conflits avec les communautés autochtones. En 2018, 272 000 hectares de zones principalement forestières en Papouasie ont été

convertis en plantations industrielles de palmiers à huile, ce qui s'est traduit par la destruction des forêts mais aussi des moyens de subsistance (10).

- Les plantations industrielles de palmier à huile s'approprient non seulement la terre, mais aussi l'eau. Dans le Kalimantan occidental, la proportion des terres et des ressources en eau affectées à la culture industrielle du palmier à huile a été plus importante que partout ailleurs dans le monde. Une enquête sur place a révélé une appropriation, une contamination et une destruction de l'eau de grande ampleur tout au long de la chaîne de production de l'huile de palme, affectant l'ensemble de la région et de sa population. Sans eau, personne ne survit (11).

- L'huile de palme est devenue l'huile végétale la moins chère au monde, en raison de l'exploitation incessante des populations qui vivaient auparavant de la forêt, de l'agriculture et de la pêche. Les profits des sociétés d'huile de palme sont particulièrement renforcés par l'exploitation et le contrôle du corps des femmes. Lorsque les plantations industrielles de palmier à huile envahissent le territoire d'une communauté, la vie des femmes devient extrêmement difficile. La destruction d'une rivière, par exemple, a de profondes répercussions sur les femmes. En raison de la division sexuelle du travail existante – les femmes sont celles qui maintiennent la vie – les effets destructeurs du palmier à huile accentuent l'oppression des femmes. Les sociétés exploitent également la main d'œuvre des femmes dans les plantations. La prostitution et la violence sexuelle à l'encontre des travailleuses sont très répandues dans ce contexte (12).

- Même lorsqu'il existe des preuves de contamination de l'eau ou d'autres violations de la loi, les sociétés d'huile de palme bénéficient de l'impunité. Pendant ce temps, les militants communautaires se heurtent à des intimidations, à des menaces de mort, à la criminalisation, aux accusations de terrorisme et à l'emprisonnement lorsqu'ils disent NON aux plantations industrielles de palmiers à huile et qu'ils défendent leurs droits humains sur leur territoire.

-Les certificats de « contrôle qualité », tels que la RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable), vieille de 20 ans, sont devenus des outils de greenwashing pour l'industrie de l'huile de palme. Ces certificats ne modifient pas les modèles structurels d'injustice, de violence et de destruction ; et leurs procédures de plainte internes ne modifient en rien le comportement des sociétés dans la pratique. Ce que ces outils garantissent, ce sont des profits pour les producteurs d'huile de palme, les investisseurs, les négociants et les sociétés de fabrication (13). Ces outils et certificats sont coresponsables des multiples oppressions causées par les industries extractives dans les pays du Sud.

Aujourd'hui, les « biocarburants » ou « agrocaburants » issus de l'huile de palme sont vendus au public comme des « énergies renouvelables » et font partie de la soi-disant « transition énergétique ». Il s'agit du dernier mensonge répandu par l'industrie de l'huile de palme pour justifier son expansion massive. Dès 2013, des recherches menées par GRAIN ont révélé que l'actuel système alimentaire axé sur l'agro-industrie, dans lequel le secteur de l'huile de palme joue un rôle clé, est responsable d'environ la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre (14).

Kampung Bariat et d'autres communautés ripostent

De retour à Kampung Bariat, par une autre nuit d'octobre 2023, la communauté s'est réunie pour regarder une vidéo d'une visite que certains membres de la communauté avaient effectuée à Jakarta, la capitale de l'Indonésie, à environ 3 000 km de là. Les images montraient des villageois exprimant leurs préoccupations auprès de différentes autorités de Jakarta. Yuliana Kedemes, l'une des participantes à la visite, a résumé leur message dans une interview : « Nous ne pouvons pas leur permettre [aux sociétés d'huile de palme] de venir ici, car où vivront nos enfants et nos petits-enfants à l'avenir ? »(15)

Le lendemain, la communauté a reçu les autorités du kabupaten de Sorong Sud et du district de

Kondo. Elles ont été accueillies en langue Tehit par les représentants des dix clans, qui ont raconté l'histoire de la fondation de Kampung Bariat. Ils ont remis aux autorités un dossier contenant de la documentation et une carte qui montre le lien profond que les femmes et les hommes entretiennent avec leur territoire. Ils ont déclaré avoir besoin d'un minimum de 3 200 hectares de terres pour assurer la survie de leur communauté. Les autorités ont déclaré qu'elles soutiendraient les demandes des habitants de Kampung Bariat. La lutte de Kampung Bariat et de nombreux autres peuples autochtones de Papouasie contre les menaces permanentes de l'industrie du palmier à huile a reçu un soutien sans précédent lorsque, en avril 2021, le régent de Sorong a retiré les licences de quatre sociétés d'huile de palme. Cette décision a été prise sur la base d'un audit entamé en 2018, qui a mis en évidence des violations juridiques et administratives commises par ces sociétés. Les licences de 12 autres sociétés d'huile de palme ont été supprimées en juin 2021 dans le Sorong du Sud, y compris les licences de PT Anugerah Sakti Internusa, la société dont la concession empiète sur le territoire de Kampung Bariat (16). Cependant, PT Anugerah Sakti Internusa a saisi la justice en décembre 2021 pour contester la décision et tenter de récupérer ses licences.

De plus en plus de peuples autochtones de Papouasie s'engagent dans des actions en justice. Dans le cas de la plus grande zone d'expansion de plantations de palmiers à huile de Papouasie (le projet Tanah Merah), le peuple Awyu se bat actuellement pour ses droits devant les tribunaux, jusqu'à la Cour suprême. En mai 2024, les Awyu et les Moi se sont rendus à Jakarta, où ils ont organisé des prières, des rituels et des danses pour demander à la Cour suprême de protéger leurs terres de la destruction (17).

L'un des aspects mis en avant par les peuples autochtones de Papouasie au gouvernement central, c'est l'abandon généralisé des concessions par les sociétés en Papouasie. Une enquête menée par Pusaka a montré qu'entre 1988 et 2011 (date à laquelle un moratoire présidentiel a été décrété sur le déboisement des forêts), seuls 125 284 hectares des 1 162 893 hectares concédés à 51 sociétés d'huile de palme (soit 10,7 % de la superficie) ont été effectivement convertis en palmiers à huile. Entre-temps, un certain nombre de ces sociétés ont cessé leurs activités. Si les concessions d'exploitation forestière et de plantation de bois sont également incluses, la superficie des terres abandonnées, compte tenu des concessions accordées au cours de cette période de 1988-2011, s'élève à 1 925 306 hectares. Les peuples autochtones demandent au gouvernement de leur restituer ces terres, car il s'agit de leur territoire ancestral, et de reconnaître leurs droits territoriaux (18).

Extractivisme « vert »

Plutôt que de répondre aux revendications légitimes des peuples autochtones, le gouvernement indonésien permet à un autre type d'extractivisme de se développer en Indonésie – avec tous les accaparements de terres et les profits qui y sont associés : l'extractivisme « vert » des projets et programmes de carbone forestier. Ces dernières années, depuis l'Accord de Paris sur le climat, la demande de crédits carbone a été alimentée par la frénésie des grandes industries polluantes à devenir « neutres en carbone ». En réalité, en achetant ces « crédits », ces industries polluantes peuvent poursuivre leurs activités et même intensifier la combustion de combustibles fossiles, qui est la principale cause du chaos climatique. C'est pourquoi les « crédits carbone » devraient être appelés « droits à polluer ».

Ce marché du carbone est dans l'intérêt du gouvernement indonésien : il a déjà reçu des dizaines de millions de dollars de la Banque mondiale, du Fonds vert pour le climat et des gouvernements de pays industrialisés comme la Norvège, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni pour devenir « prêt pour REDD ». Cela signifie que les infrastructures nécessaires doivent être mises en place, par

exemple une législation favorable et des méthodes censées mesurer et vérifier la quantité de carbone dans les forêts indonésiennes, qui sont comparées à des quantités de référence que le gouvernement et les donateurs définissent eux-mêmes (19).

En plus d'être une opportunité pour la prétendue « le « secteur de la conservation » (des organisations telles que The Nature Conservancy (TNC), Conservation International (CI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF)) d'augmenter la superficie des « aires protégées », le commerce du carbone en Papouasie est également devenu une nouvelle opportunité pour les industries extractives telles que les plantations de palmiers à huile et l'exploitation forestière. Mais cette nouvelle activité aggrave le chaos climatique et rend plus difficile la lutte des peuples autochtones pour leurs droits territoriaux.

Le marché du carbone et l'échange de droits d'émission : une nouvelle opportunité pour les industries extractives, une nouvelle menace pour les peuples autochtones de Papouasie.

Les sociétés d'huile de palme et d'autres sociétés en Papouasie peuvent désormais exploiter une nouvelle source de revenus. Au lieu de détruire les forêts pour l'exploitation forestière ou l'huile de palme, elles peuvent laisser la forêt « sur pied » et continuer à gagner de l'argent, en vendant un nouveau produit appelé « crédits carbone », basé sur la promesse qu'elles maintiendront la forêt intacte au lieu de la déboiser. Le gouvernement indonésien autorise les sociétés de la catégorie de concession PBHP (Permis commercial d'utilisation des forêts) à utiliser les zones de concession pour plusieurs activités commerciales, ce qui peut inclure les crédits carbone. Le groupe ALS (groupe Alamindo), par exemple, propriétaire de trois sociétés et entités du secteur du bois en Papouasie, a l'intention de créer une société de commerce du carbone par l'intermédiaire de PT Rimbakayu Arthamas, en collaboration avec neuf autres sociétés, en utilisant ce type de permis (20).

Au Brésil, les sociétés d'huile de palme sont entrées sur le marché du carbone d'une manière similaire, avec des impacts encore plus dévastateurs qu'auparavant pour les communautés autochtones. La société Agropalma, située dans l'État du Pará, en Amazonie, utilise des terres forestières (non cultivées en palmiers à huile) pour vendre des « crédits carbone ». Ces « forêts carbone » sont « protégées » par des gardes lourdement armés qui persécutent les communautés autochtones turiwara et d'ascendance africaine, appelées quilombolas. Ces populations vont continuer d'essayer d'entrer dans la forêt, car il s'agit de leur territoire ancestral, où se trouvent leurs cimetières ancestraux et leurs lieux de pêche et de chasse (21). Avec le récent projet de carbone forestier, leur lutte de longue date pour récupérer ces terres est devenue encore plus difficile.

Globalement, 17 années d'expérience avec le carbone forestier et d'autres projets de type REDD ont montré que partout où le commerce du carbone progresse, la lutte des communautés autochtones pour leurs droits territoriaux est affaiblie. Et ce, malgré le fait que les promoteurs et les partisans des projets carbone affirment et promettent que ces projets feront progresser et amélioreront les droits territoriaux des peuples autochtones ». (22). Pire encore, les projets carbone ne permettent guère d'inverser la déforestation et ils exacerbent le chaos climatique, ce qui finira par avoir un impact négatif sur les forêts tropicales et, par conséquent, sur les peuples autochtones. Des études montrent que la forêt amazonienne est en train de « s'assécher » rapidement. Elle pourrait devenir une vaste savane dans un avenir proche si les gouvernements, en particulier ceux des pays industrialisés, ne décident pas rapidement de protéger les réserves souterraines de combustibles fossiles contre l'extraction (23).

Remarques de conclusion

Le gouvernement indonésien ne peut plus ignorer l'existence des peuples autochtones de Papouasie, dont les délégations se rendent régulièrement dans ses bureaux de la capitale Jakarta. Le fait de céder leurs terres à des sociétés privées et de permettre à ces dernières de les détruire ou de pratiquer un extractivisme « vert » constitue une violation flagrante de l'article 33 de la Constitution indonésienne, qui stipule que même si la terre appartient à l'État, elle doit être « utilisée dans toute la mesure du possible pour la prospérité du peuple indonésien ». Dans une récente interview accordée à Al Jazeera, le président élu de l'Indonésie, Prabowo, a même affirmé que « les intérêts, la sécurité et l'avenir de tous les peuples autochtones sont, à [ses] yeux, la priorité absolue. Nous devons les protéger, nous devons garantir leurs moyens de subsistance. » (24)

Mais pour garantir leurs moyens de subsistance, il faut s'assurer qu'ils puissent exercer librement leur contrôle sur leurs territoires. Cette demande a été systématiquement ignorée par le gouvernement. Il est donc essentiel de renforcer la résistance. Cela peut se faire par le biais de processus d'apprentissage horizontaux qui créent des liens entre les communautés du monde entier, afin qu'elles puissent partager leur grande diversité d'expériences de résistance contre ces plantations. L'Alliance informelle contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en est un exemple : depuis 2016, elle relie les communautés qui luttent dans plusieurs pays africains pour reprendre leur terres qui sont actuellement aux mains de sociétés d'huile de palme (25). L'établissement de liens entre les différentes luttes contre l'huile de palme et d'autres menaces des industries extractives pourrait être un élément clé pour renforcer la lutte actuelle des communautés en Papouasie visant à défendre leurs territoires.

Secrétariat international du WRM

(1) <https://awasmiffee.potager.org/uploads/2015/04/atlas-sawit-en.pdf>

(2) <https://news.mongabay.com/2022/01/spurred-by-investor-friendly-law-palm-oil-firms-sue-to-get-licenses-back/> (3) Sawitwatch. Catatan&Proyeksi perkebunan sawit Indonesia tahun 2023, 2023

(4) <https://nusantara-atlas.org/2023-marks-a-surge-in-palm-oil-expansion-in-indonesia/>

(5) <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/indonesie-derriere-le-slogan-creer-des-emplois-une-legalisation-des-crimes>

(6) Après la prise du pouvoir par le gouvernement indonésien, le premier investissement étranger approuvé pour les terres de Papouasie en 1967 a permis à Freeport Sulphur Inc. d'extraire du minerai de ce qui est considéré comme l'une des plus grandes réserves d'or du monde, avec des impacts dévastateurs sur les communautés qui se poursuivent encore aujourd'hui.

(7) [Document d'information : Karena ada Hutan Tong Hidup](#), Jakarta, 2023

(8) <https://pusaka.or.id/en/the-awyu-tribe-fights-the-tanah-merah-project-companies-up-to-the-supreme-court/>

(9) <https://grain.org/en/article/7123-oil-palm-in-latin-america-monoculture-and-violence>

(10) https://www.cifor-icraf.org/publications/pdf_files/factsheet/7444-factsheet.pdf

(11) [Toxic river. The fight to reclaim water from oil palm plantations in Indonesia](#), décembre 2020, Kruha et al,

(12) <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/briser-le-silence-harcelement-violences-sexuelles-et-abus-a-lencontre-des-femmes-a-linterieur-et-autour-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-et>
<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/18/rape-abuses-in-palm-oil-fields-linked-to-top-cosmetic-brands-ap>

(13) Voir par exemple : <https://chainreactionresearch.com/report/latin-american-palm-oil-linked-to->

[social-risks-local-deforestation/](#) or <https://news.mongabay.com/2015/03/whos-funding-palm-oil/>

(14) <https://grain.org/en/article/5272-how-much-of-world-s-greenhouse-gas-emissions-come-from-agriculture>

(15) <https://news.mongabay.com/2022/01/spurred-by-investor-friendly-law-palm-oil-firms-sue-to-get-licenses-back/> (16) Ibid

(17) <https://pusaka.or.id/en/land-back-supreme-court-ceremonial-venue-for-papuan-indigenous-peoples-fighting-palm-oil-companies/> Jusqu'à présent, seules sept communautés ont obtenu le contrôle de leurs terres en recourant à une catégorie juridique créée à la suite de modifications apportées à la loi forestière de 2012. Ces forêts sont appelées « forêts coutumières » et représentent au total 39 841 hectares. Il s'agit d'une étape importante, bien qu'insignifiante en même temps, si on la compare aux zones cédées aux sociétés – des sociétés qui ont un impact considérable sur les moyens de subsistance et qui menacent l'avenir des peuples autochtones.

(18) [Document d'information : Karena ada Hutan Tong Hidup](#), Jakarta, 2023

(19) Indonesia REDD+ National Strategy 2021-2030; Ministry of Environment and Forestry of the Republic of Indonesia November 2022

(20) <https://pusaka.or.id/en/tag/papuanforests/>

(21) <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/redd-et-leconomie-verte-aggravent-loppression-et-la-deforestation-au-para-bresil>

(22) <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/15-ans-de-redd>

(23) <https://www.the-scientist.com/amazon-rainforest-nearing-savannah-tipping-point-69782>

(24) https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=51Rctpb_EJg

(25) [Voir la déclaration de la dernière réunion de cette Alliance en 2022 ici](#)